

Faits marquants de la CdP 14 à la CLD

Judi 5 septembre 2019

Le Comité d'ensemble (CE) s'est de nouveau réuni dans la matinée pour examiner les progrès accomplis dans la mise en œuvre de divers cadres de divulgation des politiques adoptés à la CdP 13, relatifs à la sécheresse, aux tempêtes de sable et de poussière, au genre, et aux migrations.

Dans le Comité de la science et de la technologie (CST), les discussions se sont focalisées sur le rôle de l'Interface science-politique de la CLD (ISP) et Pôle de connaissances de la CLD dans l'analyse, la diffusion et l'accessibilité des meilleures pratiques.

Dans l'après-midi, la CdP a tenu la première des deux sessions de dialogue ouvert avec la société civile. La rédaction des documents finaux de la CdP 14 s'est poursuivie dans les divers groupes de contact.

Comité d'ensemble

Mise en œuvre efficace de la Convention aux niveaux national, infrarégional et régional : Suivi des cadres politiques et questions thématiques : Sécheresse : Le Secrétariat de la CLD a présenté les rapports (ICCD/COP(14)/16 et ICCD/COP(14)/INF.3).

Dans la discussion qui a suivi, plusieurs Parties ont dit leur satisfaction face aux progrès accomplis dans l'élaboration d'un indicateur multi-niveaux relatif à la sécheresse ainsi que sur le soutien technique et financier pour faciliter le partage d'expériences entre pays. L'UE a salué le développement de la Boîte à outils Sécheresse et la coopération renforcée entre la CLD et les agences spécialisées des Nations Unies.

L'Ouganda, au nom du GROUPE AFRICAIN, a réitéré son appel à la mise en place d'un instrument juridiquement contraignant sur la sécheresse, en affirmant que celui-ci renforcerait l'application holistique de la Convention. L'INDE a appelé à engager les peuples autochtones dans la gestion durable des terres (GDT).

La RÉPUBLIQUE POPULAIRE DÉMOCRATIQUE DE CORÉE a mis en lumière son initiative pour restaurer les zones de montagne dégradées. La CHINE a décrit la façon dont son système d'alerte précoce face aux catastrophes peut servir aux efforts mondiaux en matière d'atténuation de la sécheresse, et a appelé à inclure les questions de genre dans le document de politique. Les ETATS-UNIS ont noté que les systèmes d'alerte précoce et les pratiques d'atténuation des risques pourraient générer des avantages transversaux considérables et susciter le déblocage de ressources. L'Australie a expliqué que la politique de son gouvernement pour faire face à la sécheresse est axée sur l'auto-résilience, la préparation et la gestion des risques.

Les ILES MARSHALL et la GRENADE ont offert leurs plans de gestion de la sécheresse pour servir de modèle aux autres petits États insulaires en développement. Les PHILIPPINES ont proposé de partager des histoires de réussite et de nommer un champion régional de la sécheresse.

L'UNION AFRICAINE a attiré l'attention sur son cadre continental pour la sécheresse visant à offrir un meilleur soutien et une assistance plus appropriée aux États membres. Au nom des organisations de la société civile (OSC), le Centre pour la justice environnementale a appelé à soutenir davantage les OSC qui travaillent auprès des communautés locales touchées.

Tempêtes de sable et de poussière : Le Secrétariat a présenté le document ICCD/COP(14)/17. De nombreux pays ont réitéré

que les impacts des tempêtes de sable et de poussière (TSP) sont transfrontaliers par nature.

Le TURKMENISTAN, le TADJIKISTAN et l'OUZBÉKISTAN ont mis en exergue les impacts régionaux liés à l'assèchement de la mer d'Aral ainsi que quelques efforts de restauration en cours visant à inverser la situation.

L'ARGENTINE a souligné l'importance de traiter la question des TSP à la fois dans les pays source et dans les pays destinataires ; et a appelé la CLD à consacrer ses ressources limitées au renforcement des approches synergétiques dans la gestion de la sécheresse.

L'UE a encouragé les pays touchés à utiliser le Compendium sur les TSP et les autres outils élaborés à la demande de la CdP. La CHINE a plaidé pour une collaboration internationale renforcée, y compris par l'élaboration de normes communes concernant l'intensité des TSP et, dans la limite des fonds disponibles, par la conduite d'interventions à grande échelle.

L'INDE a décrit ses efforts pour élaborer des orientations concernant les TSP à l'intention de ses États. L'IRAN a estimé que le riche ensemble de connaissances traditionnelles et modernes concernant les lieux clés des TSP pourrait éclairer les initiatives régionales.

Le JAPON a noté que la Convention de fait pas mention des TSP, et y a vu le signe de la nécessité de donner priorité à la GDT en tant que mesure d'atténuation de la sécheresse. Le GUYANA a plaidé pour une collecte de données renforcée afin de mieux comprendre les impacts des TSP sur les environnements marins.

Des représentants d'institutions de recherche ont encouragé les Parties à faire usage de leur expertise. Au nom des OSC, la Green Foundation chinoise a plaidé pour une collaboration avec les organisations communautaires afin d'élaborer des systèmes d'alerte précoce et des plans de gestion des catastrophes au niveau local.

Genre: Le Secrétariat de la CLD a présenté son rapport (ICCD/COP(14)/18). L'UE, soutenue par la SUISSE, a plaidé pour des actions concrètes et systématiques dans la mise en œuvre du Plan d'action en matière de genre et dans l'établissement de rapports sur les progrès accomplis.

L'Afrique du Sud, au nom du GROUPE AFRICAIN, a mis en avant l'inclusion des femmes, de la jeunesse et des groupes vulnérables dans l'élaboration des politiques relatives à la dégradation des terres, et dans le développement de projets porteurs de changements en matière de sécheresse et de TSP.

Les OSC ont appelé à la CdP 14 à reconnaître le rôle de la justice de genre dans la lutte contre la dégradation des terres et la désertification. L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE (FAO) a mis en exergue quelques outils sensibles au genre, notamment les données désagrégées par genres, ainsi que des activités visant l'autonomisation économique des femmes rurales.

Migrations: Le Secrétariat a présenté le document ICCD/COP(14)/19. De nombreux pays ont salué les efforts de la CLD pour argumenter sur les liens existant entre dégradation des terres et migrations. L'UE a mis en exergue l'importance des feuilles de route nationales et le rôle des organisations régionales dans le traitement des causes sous-jacentes des migrations. Le GROUPE AFRICAIN a mis en exergue les opportunités de création d'emplois, notamment pour les femmes et les jeunes, dans le cadre des initiatives de restauration des terres.

La CHINE a noté le besoin de faire la distinction entre « migrations écologiques proactives » pour la restauration des terres et « migrations passives » causées par la dégradation des terres, et a partagé ses expériences dans ce domaine. Le JAPON s'est

interrogé au sujet du lien que le document établit entre énergies renouvelables et migrations.

L'Association internationale des étudiants en foresterie, au nom des OSC, a mis en lumière les interconnexions entre sécheresse, changements climatiques, désertification et migrations forcées, et a appelé à intervenir à tous les niveaux.

Comité de la science et de la technologie

Interface entre science et politique et partage des connaissances : L'ISP, le Pôle de connaissances de la CLD et l'analyse, la diffusion et l'accessibilité des meilleures pratiques : Le Président Fiati a présenté le document (ICCD/COP(14)/CST/5) et le Secrétaire a décrit les modalités de l'ISP en 2018 et 2019, en développant les explications relatives à la Boîte à outils Sécheresse.

Plusieurs pays ont salué la qualité de l'information disponible au travers du Pôle de connaissances. Le JAPON a soulevé des inquiétudes concernant les possibles doublons avec des recherches conduites par d'autres organes scientifiques. Le CAMBODGE et l'ALGERIE ont posé des questions au sujet de la fonctionnalité du Pôle de connaissances et de sa capacité à fournir des informations d'alerte précoce.

La SUISSE a encouragé la coopération avec les autres Conventions de Rio et avec le Panorama mondial des approches et technologies de conservation (WOCAT) pour soutenir la diffusion des meilleures pratiques en matière de GDT.

L'ARGENTINE a souligné l'importance de diffuser les connaissances présentes sur la plateforme. Le BURKINA FASO a déclaré que certains éléments de la plateforme pourraient lui être utiles dans l'élaboration de son plan national de lutte contre la sécheresse.

L'Union internationale pour la conservation de la nature a mis en exergue l'importance d'inclure dans la plateforme des approches axées sur les écosystèmes et des solutions fondées sur la nature.

En réponse aux interventions, le Secrétaire a expliqué que la Boîte à outils cherche à réduire les chevauchements entre les travaux des différentes organisations. Le Directeur de recherche de la CLD Barron Orr a comparé des rapports sur la neutralité en matière de dégradation des terres (NDT) et sur l'adaptation aux changements climatiques pour illustrer la façon dont les chevauchements se produisent parfois du fait que quelques parties prenantes font preuve de prudence dans l'utilisation de terminologies similaires afin d'éviter le « double comptage ».

Programme de travail de l'Interface science-politique pour l'exercice biennal 2020-2021 : Le Secrétaire a présenté le document ICCD/COP(14)/CST/6 et a rapporté les commentaires reçus des Parties en réponse à une enquête concernant le travail de l'ISP, y compris sur les possibles produits à lui confier.

Le Niger, au nom du GROUPE AFRICAÏN, a proposé un libellé sur les dispositions relatives à des directives scientifiques en lien au travaux du Mécanisme mondial. La SUISSE a estimé que les objectifs et les produits devraient rester dans le champ d'application de la Convention. Le SOUDAN a demandé davantage d'information concernant la collaboration avec le Bureau des Nations Unies pour la réduction de risques de catastrophe.

En réponse, Orr a indiqué que le renforcement des capacités est transversal à tous les aspects, mais qu'il est certes plus ouvertement référencé dans les décisions du CRIC. Il a invité les délégués à participer aux activités de la Journée de la science, en indiquant que le thème en serait la collaboration scientifique entre les Conventions de Rio.

Questions de procédure: Programme de travail de la quinzième session du Comité de la science et de la technologie: Le Président Fiati a présenté ce point et les Parties n'ont fait aucun commentaire.

Session de dialogue ouvert avec la société civile

Dans l'après-midi, la CdP a accueilli la première des deux sessions de dialogue ouvert avec les OSC, sur le thème de l'inclusion des régimes fonciers dans le contexte de la NDT. À l'ouverture de la session, Chandra Kishore Mishra, Ministre indien de l'environnement, des forêts et des changements climatiques, en représentation du Président de la CdP, a indiqué que les OSC font de précieuses contributions et apportent des nouvelles perspectives au processus intergouvernemental.

Le Facilitateur de la session Octavio Perez Pardo, de la Faculté d'ingénierie agronomique de Santiago del Estero, a indiqué que c'est la première fois que les Parties acceptent d'aborder ce thème et a encouragé les participants à tirer le maximum de profit de cette réunion.

Un panel d'ONG a partagé ses expériences dans la promotion de la sécurité foncière.

Valentin Ciubotaru, de l'ONG Bios, a évoqué les enseignements tirés du processus de réforme foncière de la Moldavie, en soulignant l'importance des partenariats multipartites pour renforcer la transparence et les efforts de divulgation.

Nahid Naghizadeh, de Chesta, a mis en lumière les défis qu'affrontent les communautés locales en Irak, en Iran, au Bangladesh et au Sri Lanka en raison de l'insécurité foncière, et a précisé que ces défis sont exacerbés par la concurrence dans l'accès aux ressources naturelles qui découle de réglementations inadéquates et de l'octroi abusif de terres aux industries extractives.

Pablo Mota, de Misión Verde Amazonía, a mis en exergue les initiatives relatives aux régimes fonciers en Amérique latine et dans les Caraïbes, et a cité des exemples de communautés autochtones qui ont obtenu l'autonomie nécessaire pour prendre des décisions concernant leurs territoires.

Kouyate Guondo Sissoko, du Réseau des femmes pour les droits environnementaux, a évoqué des expériences en Afrique, en signalant que les femmes font face à toute une gamme de difficultés dans la sécurisation de leurs accès aux terres, en grande partie liées aux normes traditionnelles qui interdisent la propriété foncière des femmes.

Nathalie Van Haren, de Both ENDS, a fait un exposé succinct des Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale (Directives volontaires).

En réponse aux interventions, l'UE a félicité les OSC pour leurs efforts, en signalant qu'elles ont joué un rôle majeur pour garantir l'inscription des régimes fonciers à l'ordre du jour officiel de la CdP 14.

L'ARGENTINE a admis que la garantie de la propriété foncière est un élément clé de la GDT, et a signalé l'urbanisation et les migrations comme moteurs de dégradation mais aussi, parfois, de restauration des terres.

La RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO a affirmé que la mise en œuvre effective des Directives volontaires requiert la participation de toutes les parties prenantes au renforcement des capacités, au partage des connaissances et à la mobilisation des ressources.

La COLOMBIE a reconnu les liens qui existent entre insécurité foncière et dégradation des terres, mais a souligné que les mesures pour y remédier doivent être prises dans le cadre des processus de gouvernance existants de façon à ne pas créer de nouvelles obligations pour les États en matière d'établissement de rapports.

Soulignant que les Directives volontaires ont été élaborées dans le contexte de la sécurité alimentaire et sont déjà bien établies, le BRÉSIL s'est opposé à tout nouveau développement du concept de régime foncier et a préféré se focaliser sur la façon dont les directives viennent éclairer les programmes en cours de la CLD.

Le GABON a appelé à reconnaître les différents régimes fonciers au niveau des pays, et avec la GUINÉE-BISSAU, le BURKINA FASO et la RÉPUBLIQUE DOMINICAÏNE, a souligné le besoin de réformer les processus pour prendre en compte les aspects culturels et ethnologiques des systèmes fonciers.

La BOLIVIE a affirmé que les peuples autochtones et les agriculteurs locaux sont les meilleurs gardiens des terres et des autres ressources dont dépendent les économies, et a souligné l'importance de sécuriser leurs droits fonciers.

Des représentants des OSC ont souligné que les Directives volontaires vont transformer la gestion foncière à la racine et ont exprimé l'espoir qu'elles seront appliquées à tous les niveaux de gouvernance. La FAO a promis de soutenir les pays à cet égard.

Dans les couloirs

« Vous êtes parmi les meilleurs cerveaux du monde. Je vous pose donc la question: comment passe-t-on de l'évaluation à la riposte? », c'est le défi lancé par le Directeur de recherche de la CLD Barron Orr aux participants de la Journée de la science, après avoir présenté les recherches ayant confirmé que la restauration et la réhabilitation des terres peuvent offrir de sérieux co-avantages du point de vue des ODD.

Les délégués se sont rués au Pavillon en sortant des groupes de contact, et s'y sont engagés dans les longs débats habituels pour décider s'il convient d'« exhorter », d'« inviter » ou d'« encourager » l'action fondée sur les découvertes scientifiques. Beaucoup se disaient impatients de sortir des négociations pour se plonger dans les dernières connaissances établies par la science.

« Les jeux sont faits » a commenté un observateur, en ajoutant que le défi pour la CdP est de trouver la façon de digérer toute cette information pour accélérer les actions en faveur d'un changement véritablement porteur de transformation.